



Justice Mondiale



Hiver 2011

Contourner l'État pour promouvoir la démocratie

Par Dan Gawthrop

COMME BIEN des militants le savent, l'édification de la solidarité repose sur des communications efficaces. Dernièrement, deux défenseurs birmans de la démocratie sont venus au Canada pour nous donner un aperçu de la lutte qu'ils mènent là-bas. Ils étaient ici à l'invitation du Fonds pour la justice mondiale du SCFP, des Amis canadiens de la Birmanie et de CUSO/VSO. Malgré l'oppression de la censure médiatique, l'accès limité à l'Internet et aux cellulaires, la menace constante des arrestations, de l'emprisonnement et de la violence, les exilés birmans à la frontière thaïlanno-birmane continuent de défendre les droits de la personne et la démocratie avec ténacité, inventivité et courage.

Aung Naing Soe, 32 ans, est secrétaire général du Nationalities Youth Forum (NYF), une organisation-cadre multi-ethnique de jeunes qui représente 13 groupes et 11 origines ethniques.

Aie Son, 31 ans, est présidente et directrice adjointe des programmes du Mon Youth Progressive Organization (MYPO). Toutes deux basées en Thaïlande, leurs organisations offrent de la formation, notamment en matière de droits de la personne et de relations avec les médias, aux membres des ethnies établies le long de la frontière en Birmanie, aussi appelée Myanmar.

Pendant la « révolution safran » de l'automne 2007, lorsque les moines bouddhistes ont pris la tête d'une révolte nationale contre le régime militaire, le MYPO a recueilli de l'information, des photos et des clips vidéo de diverses agences



Aung Naing Soe et Aie Son
au congrès national du SCFP.

de nouvelles et sites Web. Le texte a été traduit en birman et en mon, tout a été mis sur un disque compact vidéo et des milliers de copies en ont été faites— et distribuées en Birmanie.

Plus récemment, le MYPO a distribué 1 000 radios dans les comtés ruraux des États Mon et Karen qui sont coupés des médias. Cette campagne a permis de joindre des leaders communautaires et religieux, ainsi que des jeunes intéressés par le changement politique en Birmanie.

Le NYF offre une formation en droits de la personne aux jeunes de régions ethniques dont l'accès à l'Internet et aux médias est limité.

Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et est disponible en ligne à scfp.ca/justice-mondiale.

SCFP

Suite à la page 4

LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MENACÉS PAR LA VIOLENCE EN COLOMBIE

Par Karin Jordan

PASSIONNÉE, courageuse et engagée, Margarita López, travailleuse des eaux en Colombie, a livré un témoignage vibrant sur la défense de l'eau publique au congrès national du SCFP.

M^{me} López est présidente de SINTRACUAVALLE, le syndicat qui représente les travailleuses et travailleurs des services d'eaux potables et usées de 33 municipalités du pays. Première femme présidente du syndicat, elle le dirige depuis 12 ans.

Le syndicat a mobilisé ses propres membres et créé des alliances communautaires pour mettre sur pied une formidable force qui a résisté aux tentatives répétées de privatisation. Margarita López et ses membres ont défié la corruption et la répression – y compris les menaces de mort – pour bâtir ce mouvement. « Nous sommes un syndicat au grand cœur et avec une immense capacité de lutte », a-t-elle affirmé.

La solidarité entre la communauté et les travailleurs est absolument cruciale pour garder l'eau publique et donner de l'eau potable aux 12 millions de Colombiens qui en sont privés.

Le syndicat collabore étroitement avec les résidents par l'entremise de comités locaux et d'assemblées publiques dans le but de sensibiliser les gens à la nécessité d'améliorer la qualité des services et de les maintenir à un coût abordable. La très grande majorité des usagers sont pauvres et ont besoin de subventions du gouvernement pour obtenir des services d'eaux potables et usées.

« Nos efforts nous ont permis



Margarita López

d'établir un front commun pour que l'eau demeure un bien commun, parce qu'elle est essentielle à la vie. Les travailleuses et travailleurs des eaux sont fondamentaux, absolument vitaux, dans la lutte contre la privatisation », a déclaré M^{me} López.

Merci à Barbara Wood, membre de SCFP 1004 et directrice exécutive de CoDevelopment Canada, pour son travail d'interprétation.

Haïti : Bâtir et rebâtir les services publics et la société civile

Par Pierre Ducasse

LE SECRÉTAIRE général de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs publics et privés (CTSP) d'Haïti, Dukens Raphaël, était présent au Congrès national du SCFP, à Vancouver. Nous en avons profité pour le rencontrer.

M. Raphaël en a profité pour remercier à nouveau le SCFP et les autres syndicats impliqués dans le projet de reconstruction des quartiers généraux de la CTSP, en Haïti.

Or, selon lui, la reconstruction d'Haïti va bien au-delà de la reconstruction des infrastructures matérielles ou physiques. De bons services publics et une société civile dynamique sont des éléments incontournables de la reconstruction.

« La reconstruction d'Haïti, c'est d'abord l'affaire des Haïtiens. C'est nous qui avons la vision de quel type de pays et de développement que l'on veut. Il y a de nombreuses questions : la démocratie, l'organisation de la société civile, le travail décent, les services publics accessibles. Les syndicats doivent aussi s'associer avec d'autres éléments de la société civile. Il faut travailler en réseaux avec d'autres syndicats, avec les associations des droits humains, avec les organisations paysannes, entre autres », a dit Dukens Raphaël.

Voilà des choses qui doivent être améliorées et la CTSP veut y contribuer.

Le Wisconsin, une leçon pour les Canadiens

Par Janet Szliske

LORSQUE le gouverneur Scott Walker a annoncé son intention de retirer aux travailleurs de l'État le droit à la négociation collective, des citoyens de tous les milieux (étudiants, leaders religieux, défenseurs des droits des immigrants, agriculteurs) se sont mobilisés contre cette menace à la démocratie. Plus de 100 000 personnes se sont réunies devant la législature et ont pris part à des manifestations.

We Are Wisconsin est une vaste coalition de groupes progressistes qui s'opposent aux politiques des républicains.

D'après Candice Owley, présidente de la Fédération des infirmières et des professionnels de la santé, le cas du Wisconsin sert de « cause type ». De nombreux comtés et municipalités songent à imposer les mêmes réductions budgétaires.

M^{me} Owley n'a aucun doute sur le caractère soigneusement organisé, coordonné et planifié de ces attaques.

« On croirait qu'il existe un manuel qui explique les 20 choses à faire pour asseoir le pouvoir du mouvement conservateur, soutient-elle. C'est une stratégie à long terme de transition vers le conservatisme. Et ne croyez pas que le Canada soit à l'abri. »

« Le Wisconsin a été le premier État à obtenir la négociation collective pour ses employés municipaux, il y a 50 ans, et maintenant ce droit est anéanti. Beaucoup de nos membres sont encore sous le choc et n'arrivent pas à y croire », ajoute M^{me} Owley.

« Nous n'aurions jamais pu imaginer que nous perdriions tous nos droits à la négociation et qu'il deviendrait illégal de percevoir des cotisations. Personne ne croyait cela possible chez nous, et vous pourriez être les prochains. »

We Are Wisconsin commencera le 15 novembre à recueillir des signatures pour la destitution du gouverneur.

Le SCFP, « un foyer de militantisme social » – Stephen Lewis

Par John McCracken

L'UN DES PLUS GRANDS ORATEURS du Canada anglais, Stephen Lewis, a soulevé l'enthousiasme des délégués en les invitant à se révolter contre ce qu'il a appelé la « passivité criminelle » qui afflige le monde.

M. Lewis a accusé Stephen Harper d'être « bien décidé à changer les structures et les valeurs de la société canadienne jusqu'à la rendre méconnaissable ». Lançant des fleurs au Comité justice mondiale pour son travail entrepris sur les enjeux propres aux femmes, M. Lewis a affirmé qu'il « n'y a pas de lutte plus importante sur la planète



que celle de l'égalité hommes-femmes ».

« Le SCFP s'ouvre au reste du monde comme aucun autre syndicat que je connais, qu'il s'agisse du printemps arabe ou de la lutte pour le droit à l'eau potable partout dans le monde. »

Connu surtout pour son travail aux Nations Unies contre l'épidémie de sida en Afrique, Stephen Lewis a qualifié de « magnifique » la somme de 250 000 \$ offerte par le SCFP, ses sections locales et ses membres à la Fondation Stephen Lewis. stephenlewisfoundation.org/

Le Fonds pour la justice mondiale du SCFP

LES DÉLÉGUÉS du congrès ont fait franchir un pas décisif aux activités internationales du SCFP en adoptant la résolution 175 en faveur d'un financement récurrent et stable du Fonds pour la justice mondiale. En 2013, nos programmes de solidarité internationale bénéficieront d'un financement à long terme et ne seront plus à la merci des dons. « En adoptant cette résolution, nous prenons les meilleurs moyens pour consolider notre action internationale, soutient Doug Sprenger, co-président du Comité. Le Fonds pour la justice mondiale aura des bases solides, ce qui nous permettra de développer nos projets ailleurs dans le monde. »



Le SCFP et UNISON : lutttes communes et partage de stratégies

Par Wes Payne

LA PRÉSIDENTE de UNISON, Eleanor Smith, est consciente qu'elle doit se préparer à livrer une dure lutte. La privatisation des services publics, le gel des salaires et les attaques contre les régimes de retraite sont au sommet des priorités du gouvernement de coalition dirigé par les conservateurs au Royaume-Uni, mais le plus grand syndicat du secteur public du pays répond par l'action.



« Nous avons tenu un vote qui pourrait nous mener à la grève », a expliqué M^{me} Smith dans une entrevue qu'elle a accordée pendant qu'elle était au congrès national du SCFP à Vancouver. Les résultats du vote, connus le 4 novembre, indiquent un appui massif aux moyens d'action : 76 pour cent des membres sont prêts à faire la grève.

Les moyens d'action prévus pour le 30 novembre sont une riposte à la hausse des cotisations de retraite et autres mesures d'austérité imposées aux employés du secteur public. « Le gouvernement veut tout bonnement doubler les cotisations des travailleurs à leur régime de retraite, en plus de repousser l'âge de la retraite de 66 à 68 ans, affirme M^{me} Smith. Nous travaillerons plus longtemps et nous paierons plus, tout en obtenant moins à la fin », a-t-elle ajouté.

Au Canada, la situation n'est peut-être pas identique, mais le combat est le même. À l'approche de la mise en œuvre de la riposte au Royaume-Uni, les membres du SCFP expriment leur solidarité à leurs collègues de UNISON et suivent de près leur situation.

Suite de la page 1

« Nous expliquons le droit international en relation avec les droits de la personne, les organismes et procédures de l'ONU et la Cour criminelle internationale, souligne Aung Naing Soe. Mais d'abord, ils doivent comprendre la Déclaration universelle des droits de l'homme. »

Tant le NYF que le MYPO

utilisent une méthode de « formation des formateurs » : les stagiaires passent jusqu'à trois mois en Thaïlande à se familiariser avec les droits civils, l'habilitation des femmes, l'utilisation de la terre et les questions de contrôle, avant de retourner dans leurs collectivités en Birmanie pour y diriger les efforts d'éducation.

Malgré l'immense lenteur du changement politique, les efforts

entrepris par des groupes comme le MYPO et le NYF font bouger les choses. Le 30 septembre, le président Thein Sein a annulé le projet de barrage de 3,6 milliards de dollars US de Myitsonne, dans l'État du Kachin, après un trop rare soulèvement populaire.

« Nous faisons de notre mieux pour changer notre pays », affirme Aie Son.